Quelles leçons la réforme de rationalisation provinciale de Taïwan offre-t-elle pour la gouvernance locale future sur le continent ?

ROC40 · Q13 | 2026-11-21

À la fin de 1998, le gouvernement provincial de Taïwan est entré dans l'histoire — non pas aboli, mais « rationalisé » : ses fonctions ont été transférées au gouvernement central, son organisation considérablement réduite, et le gouverneur n'était plus élu au suffrage universel. Cette réforme, connue sous le nom de *jingsheng* (rationalisation provinciale), fut un cas rare dans l'histoire constitutionnelle de la République de Chine (Taïwan) d'un gouvernement qui « se réforme lui-même » : un échelon de gouvernement a volontairement cédé ses pouvoirs et son budget.

Pourquoi la rationalisation mérite-t-elle d'être étudiée pour la gouvernance locale sur le continent ? Parce qu'elle répond à la question la plus pratique d'une période de transition : quand un ancien échelon administratif ne correspond plus à la nouvelle réalité politique, comment l'alléger sans paralyser le gouvernement ? Comment transférer les pouvoirs vers le haut sans laisser un vide dans la gouvernance locale ? La réponse de la rationalisation n'a pas été une coupe radicale unique, mais un savoir-faire séquencé, assorti de mesures d'accompagnement et de compensations.

I. Le contexte de la rationalisation : pourquoi l'échelon provincial

Après 1949, le gouvernement central s'est installé à Taïwan, et sa juridiction réelle coïncidait à peu près avec la province de Taïwan, produisant un chevauchement de « deux administrations gouvernant le même territoire » — province et centre. Après la démocratisation des années 1990, l'élection du gouverneur au suffrage universel a donné à l'échelon provincial un nouveau mandat populaire, et des frictions sur les pouvoirs avec le centre s'en sont suivies : en 1994, James Soong (Soong Chu-yu) a été élu premier gouverneur élu au suffrage universel, et le poids politique de la province a soudainement grandi ; après l'élection présidentielle au suffrage direct de 1996, le conflit d'autorité entre le centre et la province est devenu ouvert. La question de savoir si un échelon de gouvernement était un instrument d'autonomie locale ou un

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·

obstacle à l'administration centrale est devenue une question qu'on ne pouvait plus éviter. Le quatrième amendement constitutionnel de 1997 a donné la réponse : la province de Taïwan a été réduite à un échelon nominal, le gouverneur a désormais été nommé par le Président sur proposition du Premier ministre du Yuan exécutif, l'Assemblée provinciale a été rebaptisée Conseil consultatif provincial, et le statut d'entité autonome de la province a été aboli. Les frictions entre la province et le centre n'étaient pas un différend abstrait sur les pouvoirs, mais des conflits concrets sur les budgets, le personnel et les politiques : le gouvernement provincial contrôlait d'immenses budgets pour l'agriculture et les forêts, les transports, l'éducation et la culture, et le gouverneur, fort de son mandat populaire, s'opposait au centre sur les politiques d'égal à égal. Le fait que l'amendement de 1997 ait pu être adopté tenait à ce contexte : gouvernement et opposition ont compris que le coût du maintien de deux administrations dépassait déjà le bénéfice de conserver l'échelon provincial.

II. Comment la rationalisation a été menée : un savoir-faire en trois temps

Premièrement, l'amendement constitutionnel est venu d'abord : un amendement constitutionnel a établi la base juridique de la réduction de la province à un échelon nominal, évitant les contestations de légitimité qui auraient suivi une restructuration imposée par décret. Deuxièmement, les fonctions et le personnel ont été transférés ensemble : les fonctions existantes du gouvernement provincial ont été transférées par catégorie aux ministères et commissions du centre, et le personnel a suivi ses fonctions ou a bénéficié d'une retraite anticipée et d'un départ préférentiels, évitant un vide où « les gens sont partis mais personne n'a repris le travail ». Troisièmement, les finances et les biens ont été réglés : les biens et les postes budgétaires de la province ont été liquidés en parallèle, et les dettes et obligations de paiement se sont vu attribuer des successeurs clairement désignés, de sorte qu'aucun trou noir financier « dont personne ne répondait » n'est apparu après la réforme. L'essentiel n'était pas la rapidité, mais que « chaque pouvoir ait un organe d'accueil, et chaque personne un plan de placement ». Le transfert s'est vu accorder une période de transition : les fonctions ont été remises par lots, le personnel pouvait choisir de suivre ses fonctions ou d'accepter une retraite anticipée, et les archives, les sceaux officiels et les dossiers en cours du gouvernement provincial ont été remis point par point, de sorte que la réforme n'a laissé aucun amas de dossiers orphelins.

III. Les leçons pour la gouvernance locale sur le continent

Premièrement, rationaliser un échelon exige d'abord de régler la question de « pourquoi conserver cet échelon » : les échelons provincial, municipal et de

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·

comté du continent souffrent également de chevauchements de fonctions, et en période de transition, l'unité de réforme devrait être une « liste des responsabilités » plutôt que la « survie d'une institution » — clarifier d'abord quel échelon fait quoi, puis décider quel échelon peut être rationalisé. Deuxièmement, le placement du personnel est la clé du succès ou de l'échec d'une réforme : l'expérience de la rationalisation montre que si le départ, le traitement et la dignité des fonctionnaires sont mal gérés, la réforme crée ses opposants les plus organisés ; « suivre la fonction, protéger la rémunération et les avantages, fixer une période de transition » est un savoir-faire reproductible. Troisièmement, la succession financière doit suivre le rythme du transfert des fonctions : des pouvoirs transférés vers le haut sans les pouvoirs financiers, ou l'inverse, créeront un nouveau vide de gouvernance et transformeront la rationalisation en un renvoi de responsabilités. Quatrièmement, la réforme doit être expliquée clairement à la société : tout au long du processus, la rationalisation a été publiquement présentée comme « rationaliser, et non abolir la province pour ensuite l'abandonner », afin que la population locale croie que les services ne seraient pas interrompus ; une réforme locale en période de transition a également besoin de tels engagements vérifiables, faute de quoi la rationalisation sera lue comme une prise de pouvoir du centre et provoquera un retour de flamme local.

IV. Les limites de la rationalisation

La rationalisation n'est pas une panacée. Après que la province de Taïwan a été réduite à un échelon nominal, certaines affaires locales sont tombées dans un vide où « le centre ne pouvait pas les voir et les comtés et les villes ne pouvaient pas les atteindre » ; la fonction consultative du Conseil consultatif provincial était limitée, et les voies d'expression de l'opinion publique locale ont été à un moment affaiblies. Plus important encore, la rationalisation a eu lieu dans une société où la démocratisation était pour l'essentiel achevée, et la réforme s'appuyait sur un mandat populaire et des procédures juridiques ; aux premiers stades d'une transition sur le continent, l'état de droit et les mandats populaires sont eux-mêmes en cours de reconstruction, de sorte que copier la séquence de la rationalisation — « amendement constitutionnel d'abord, transfert ensuite » — pourrait ne pas être réalisable. De plus, la rationalisation portait sur la rationalisation d'un seul échelon ; la gouvernance locale sur le continent fait face à de multiples échelons qui se chevauchent — province, ville, comté, canton — et rationaliser l'un quelconque de ces échelons tire sur les deux échelons au-dessus et au-dessous, de sorte que la complexité de la réforme croît non pas linéairement mais exponentiellement. La vraie leçon de la rationalisation ne réside pas dans la conclusion « abolir la province », mais dans le savoir-faire de la réforme : la légitimité d'abord, chaque fonction reprise par quelqu'un, chaque personne avec une voie de sortie, et les finances clairement comptabilisées.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·

V. Après la rationalisation : les problèmes hérités d’une province à échelon nominal et les réformes ultérieures

La rationalisation n’a pas fait disparaître entièrement la province de Taïwan ; elle l’a transformée en une existence à échelon nominal : le gouvernement provincial a été considérablement réduit pour devenir une organisation détachée du Yuan exécutif, et le Conseil consultatif provincial n’a conservé qu’une fonction consultative. Cet arrangement a évité la controverse constitutionnelle d’une abolition pure et simple de la province, mais il a aussi laissé un ensemble de problèmes hérités : les budgets et le personnel de la province nominale devaient toujours être établis, l’aliénation ultérieure des biens provinciaux s’est prolongée pendant des années, et la population locale était parfois perplexe devant l’état « la province existe encore, et pourtant la province n’est plus là ». La direction des réformes ultérieures a toujours oscillé entre « un nettoyage complet » et « le maintien du statu quo » : un nettoyage complet exigerait un nouvel amendement constitutionnel, à un coût politique élevé ; maintenir le statu quo signifie payer sur le long terme le coût administratif d’une institution à échelon nominal. La seconde moitié de la rationalisation montre que le travail de clôture d’une réforme est aussi important que la réforme elle-même : si la rationalisation d’un échelon n’a pas de calendrier de nettoyage, les arrangements temporaires deviennent permanents.

Le traitement des problèmes hérités affecte aussi la relation entre les comtés et les villes et le centre. Après que la province a été réduite à un échelon nominal, les affaires inter-comtés et inter-villes que la province coordonnait auparavant ont été confiées aux ministères et commissions du centre pour traiter directement avec les gouvernements de comté et de ville ; les finances et les responsabilités des comtés et des villes ont augmenté en conséquence, et le coût de coordination entre le centre et les comtés et les villes a augmenté. Ce changement rappelle à ceux qui viendront après : rationaliser un échelon, ce n’est jamais simplement supprimer un échelon, mais réaffecter ses fonctions aux échelons au-dessus et au-dessous ; si la capacité des organes d’accueil n’est pas relevée en parallèle, les coûts économisés par la rationalisation réapparaîtront sous forme de coûts de coordination. Une évaluation complète de la rationalisation ne peut donc pas se limiter à ce que l’échelon provincial a économisé en argent et en personnel, mais doit aussi compter ce que les comtés, les villes et le centre ont payé en plus en coordination et en supervision.

VI. Conseils pratiques pour une rationalisation multi-niveaux sur le continent : par lots, par catégorie, par niveau

La gouvernance locale sur le continent ne fait pas face à un seul échelon mais à de multiples échelons qui se chevauchent — province, ville, comté, canton ;

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·

copier la séquence de la rationalisation — « amendement constitutionnel d'abord, transfert ensuite » — pourrait ne pas être réalisable (comme la section IV de cet article l'a déjà exposé), mais le savoir-faire de la rationalisation peut encore se traduire en trois conseils. Premièrement, par lots : ne pas déplacer tous les échelons à la fois ; choisir d'abord une catégorie de fonctions clairement définie et peu contestée, piloter son transfert, vérifier la capacité de l'organe d'accueil, puis élargir le champ ; la reproductibilité d'un pilote réussi compte bien plus que la détermination à tout déployer d'un coup. Deuxièmement, par catégorie : décider de la méthode de rationalisation selon la nature de la fonction — les fonctions d'exécution peuvent être fusionnées ou transférées vers le haut, les fonctions de décision devraient être dévolues à l'échelon le plus proche de la population, et les fonctions de supervision doivent être indépendantes des organes qu'elles supervisent ; différentes fonctions au sein du même échelon ne devraient pas être traitées par la même méthode. Troisièmement, par niveau : le plan de rationalisation de chaque échelon doit en même temps préciser les arrangements d'accueil des échelons au-dessus et au-dessous ; lors de la rationalisation de l'échelon provincial, préciser ce que le centre prend et ce que les comtés et les villes prennent ; lors de la rationalisation de l'échelon municipal, préciser de même ce que la province et les comtés prennent. Ce n'est que lorsque le découpage par lots, la catégorisation et la répartition par niveau fonctionnent ensemble que la rationalisation évitera de créer un nouveau chevauchement de couches superposées tout en en résolvant un.

Lectures complémentaires

L'index des quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Comment Taïwan est-elle passée d'un régime autoritaire à la démocratie ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e5%a6%82%e4%bd%95%e4%bb%8e%e5%a8%81%e6%9d%83%e7%bb%9f%e6%b2%bb%e8%b5%b0%e5%90%91%e6%b0%91%e4%b8%bb%ef%bc%9f/) (Q11)

Dans quelle mesure les institutions existantes de Taïwan peuvent-elles assumer une tâche de transition politique sur le continent ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e7%8e%b0%e6%9c%89%e5%88%b6%e5%ba%a6%e8%83%bd%e5%a4%9f%e6%89%bf%e6%8b%85%e5%a4%a7%e8%a7%84%e6%a8%a1%e7%9a%84%e5%a4%a7%e9%99%86%e6%94%bf%e6%b2%bb%e8%bd%ac%e5%9e%8b%e4%bb%bb/) (Q15)

L'autonomie locale et la vie quotidienne (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%9c%b0%e6%96%b9%e8%87%aa%e6%b2%bb%e4%b8%8e%e6%97%a5%e5%b8%b8%e7%94%9f%e6%b4%bb/) (Intro I05)

Comment les pouvoirs fiscaux devraient-ils être répartis entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux et de comté ? (https://freechina.live/%e7%ae

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·

%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e4%b8%ad%e5%a4%ae%e6%94%bf%e5%ba%9c%e4%b8%8e%e7%9c%81%e3%80%81%e5%8e%bf%e6%94%bf%e5%ba%9c%e5%ba%94%e5%a6%82%e4%bd%95%e5%88%86%e9%85%8d%e8%b4%a2%e6%94%bf%e6%9d%83%ef%bc%9f/) (Q32)

Sources

L’index des quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Articles introductifs de cette série (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/) (I01–I06)

« De la révolution de Xinhai à aujourd’hui : pourquoi la Chine est-elle retombée à maintes reprises dans le cycle dynastique ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e4%bb%8e%e8%be%9b%e4%ba%a5%e9%9d%a9%e5%91%bd%e5%88%b0%e4%bb%8a%e5%a4%a9%ef%bc%9a%e4%b8%ad%e5%9b%bd%e4%b8%ba%e4%bd%95%e5%8f%8d%e5%a4%8d%e9%99%b7%e5%85%a5%e6%94%b9%e6%9c%9d%e6%8d%a2%e4%bb%a3%e7%9a%84/) » — conclusion citée ; argument causal non repris

Plateforme du paquet de transition en sept lois (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/seven-law-transition-package/) — loi modèle, non une loi promulguée

Traduit du texte maître en chinois simplifié (publié le 2026-11-04).

← Retour à l’index des Quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction-40-questions/)

Également disponible en : 简体中文 (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%8f%b0%e6%b9%be%e7%b2%be%e7%9c%81%e6%94%b9%e9%9d%a9%e7%bb%99%e6%9c%aa%e6%9d%a5%e5%a4%a7%e9%99%86%e5%9c%b0%e6%96%b9%e6%b2%bb%e7%90%86%e4%bb%80%e4%b9%88%e5%90%af%e7%a4%ba%ef%bc%9f/) · 繁體中文 (https://freechina.live/繁體中文-traditional-chinese/臺灣精省改革給未來大陸地方治理什麼啟示？/) · English (https://freechina.live/english/what-lessons-does-taiwans-provincial-streamlining-reform-offer-for-future-local-governance-on-the-mainland/) · Deutsch (https://freechina.live/deutsch/welche-lehren-bietet-taiwans-reform-der-provinzstraffung-fur-die-kunftige-lokale-selbstverwaltung-auf-dem-festland/) · Español (https://freechina.live/espanol/que-lecciones-ofrece-la-reforma-de-racionalizacion-provincial-de-taiwan-para-la-futura-gobernanza-local-en-el-continente/)

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live/francais/quelles-lecons-la-reforme-de-rationalisation-provinciale-de-taiwan-offre-t-elle-pour-la-gouvernance-locale-future-sur-le-continent/ · contact@freechina.live ·